

l'étincelle



PCA
Aulnay

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

Lundi 2 juin 2013

Un printemps turc !

Après les printemps arabes de Tunis et du Caire, après les explosions sociales de Grèce ou d'Espagne, c'est en Turquie, ce pays chéri de Renault, Bosch ou Siemens pour sa main d'œuvre bon marché, que la colère fait rage. La place Taksim, au centre d'Istanbul a été envahie depuis vendredi dernier par des dizaines de milliers de manifestants. Ils y expriment un ras-le-bol généralisé face au gouvernement et à la situation sociale.

La répression de la police turque ne s'est pas faite attendre faisant plus de 1000 blessés du côté des manifestants. La mobilisation n'a pas désarmé pour autant, et s'est étendue comme une traînée de poudre dans tout le pays, contraignant les forces de l'ordre à se mettre provisoirement en retrait. Un printemps turc est-il en train de naître à Istanbul ?

Au départ de cette mobilisation, il y a la décision de la municipalité AKP (parti conservateur du premier ministre Erdogan dit « islamiste modéré ») de raser un parc du centre-ville au profit d'un centre commercial. Contre cette décision, quelques centaines de personnes ont installé leur campement pour empêcher la progression des travaux. Vendredi, une violente tentative de les déloger a déclenché une formidable vague de mobilisation. Les manifestants ont alors mis toutes leurs revendications sur le tapis. La goutte d'eau a fait déborder le vase. Et le vase commençait déjà à être bien rempli.

De nombreuses grèves ces derniers mois

Car si on présente souvent la Turquie comme un pays à la croissance modèle, là comme ailleurs, les problèmes sociaux sont explosifs. Le salaire minimum s'établit à 410 euros, tandis que la durée légale de travail s'élève à 45h/semaine pour monter à plus de 60h dans la pratique. Dans ce contexte, alors que la bourgeoisie au pouvoir ne cesse d'afficher une arrogante prospérité, de nombreuses grèves ont éclaté ces derniers mois. Bien souvent, d'abord pour obtenir la création de syndicats dans un pays où la plupart des patrons interdisent de fait leur existence. Autre motif de mécontentement, l'inflation qui s'est élevée à 40% pour le gaz ou le pétrole sur l'année écoulée.

Les augmentations de salaire n'en sont que plus cruciales. A Renault Bursa, en novembre dernier, 1500 salariés ont fait grève pour contester les augmentations ridicules accordées et le syndicat qui les avait acceptées derrière leur dos. Ce type de grève s'est multiplié récemment, touchant des entreprises dans le textile, la métallurgie (Bosch...) ou encore la compagnie aérienne Turkish Airlines.

Face à cette contestation sociale, le gouvernement AKP manie la matraque. Après avoir arrêté 126 syndicalistes en février dernier, il a fait interdire la manifestation du 1er mai à Istanbul. Craignant la convergence des mécontentements, 22 000 policiers avaient été déployés pour empêcher tout rassemblement.

Aujourd'hui, ces mesures policières sont insuffisantes pour contenir la montée de la colère populaire. Une cinquantaine de villes ont vu des manifestations monstres parcourir leurs rues. Et la contestation va bien au-delà de la question du parc : la vie chère, les loyers, les salaires et le renversement d'un régime autoritaire sont mis sur le devant de la scène.

Ce printemps turc sera-t-il suivi d'un été prometteur ? En tout cas, il a déjà pris au dépourvu non seulement le régime turc, mais tous les régimes de la région et les grandes puissances.

La classe ouvrière en Turquie est nombreuse et forte de nombreuses luttes courageuses. Si elle devenait le fer de lance de la mobilisation populaire, elle redonnerait espoir aux révolutions d'Egypte et de Tunisie, tout en nous donnant l'exemple des luttes contre les patrons de Turquie, qui sont aussi les nôtres. Nous sommes tous concernés.

Une grève peut en cacher une autre : la direction verse de l'huile sur le feu

En début de semaine dernière, les travailleurs qui jusqu'ici avaient regardé notre grève avec sympathie, mais n'y avaient pas participé ou ne s'étaient arrêtés qu'un temps, se sont mis en lutte pour obtenir la même prime de départ que ceux qui étaient en grève depuis janvier.

Ils sont allés à presque une centaine présenter leur demande alors que plusieurs centaines d'entre eux avaient déjà donné leur signature pour la même demande par écrit.

Une très bonne chose que de nombreux ouvriers se joignent au mouvement. Cela nous renforce face à la direction.

La direction a très bien compris la menace d'incendie et de reprise de la grève, encore plus largement qu'avant. Elle a eu peur et le mercredi 29 elle a accordé la même prime à tous.

Mais en petit comité, elle a pensé qu'elle avait lâché peut-être un peu vite et a décrété une clause bien pourrie : que la prime ne serait accordée qu'à ceux qui obtiendraient d'ici le 7 juin une promesse d'embauche dans une autre entreprise, ou un CDI ou un CDD de 3 mois.

Bref, elle reprend de l'autre main ce qu'elle venait d'accorder.

Une promesse est une promesse. On n'est pas obligés d'avalier les entourloupes de PSA.

Nous avons vite compris

Vendredi dernier à Poissy, en chaîne préparation moteurs, les travailleurs se sont mis en grève à partir de 5h30 contre la suppression d'un poste de travail et la répartition du travail sur les autres. La grève a duré toute la journée, et elle s'opposait aussi à la mutation d'un RU d'UEP.

Les travailleurs ont anticipé à leur façon l'aggravation des conditions de travail prévue par le prétendu « contrat social » qui prévoit de manière brutale l'accroissement de la compétitivité des travailleurs.

Après Aulnay, Meudon, et ensuite à qui le tour ?

Le dernier Comité Central d'Entreprise vient de lancer une étude sur les établissements tertiaires d'Île-de-France dans le but de les vendre ou de les fermer. Et il a déjà annoncé la fermeture du site de Meudon. L'un des objectifs est de faire une juteuse opération immobilière en profitant de l'arrivée du futur tramway. Tant pis pour les 140 prestataires et 660 salariés PSA de ce site. Les mutations devraient être terminées pour mai 2014. Ils pourront n'être prévenus que 6 semaines

avant de la date et de leur nouveau lieu de travail qui leur sera affecté : Vélizy, Poissy de l'autre côté de la région parisienne ou Vesoul dans l'est de la France.

Le plus fou dans l'histoire c'est que dans le cadre des mobilités interne du PREC une vingtaine de postes était à pourvoir... sur Meudon !

Chômeurs PSA « made in France »

Six voitures produites par PSA viennent d'obtenir un label « Origine France garantie » délivré par le gouvernement. Ce label avait été inventé avec l'intention ridicule d'exalter le nationalisme du consommateur, soi-disant pour protéger les emplois.

« Cette labellisation témoigne ainsi de notre engagement de rester un acteur industriel majeur sur le territoire français », affirme sans rire le PDG de PSA Varin. Fermeture d'Aulnay et Meudon, 1 400 suppressions de postes à Rennes, accords de flexibilité pour tout le groupe, etc. Le label que devrait recevoir PSA, c'est plutôt celui du licenciement exploitateur garanti « made in France ».

Coup de colère à Candia Saint-Yorre

Chez Candia, à Saint-Yorre (Allier), alors que la centaine de salariés se bat contre la fermeture de l'usine, la DRH du groupe a débarqué sur le site mercredi dernier pour annoncer le licenciement de deux des leurs, sans même préciser le motif ! Déterminés à les défendre, leur collègues ont bloqué l'usine, retenant la DRH à l'intérieur.

Les grévistes ont ainsi obtenu l'annulation des procédures de licenciement. Voilà déjà une petite victoire. Mais la lutte contre la fermeture continue, et pour cela, il faudra s'associer à tous ceux qui se battent contre les licenciements, dans l'agro-alimentaire, mais aussi dans les autres secteurs de la région et au-delà.

Retraites : l'offensive est lancée

Le gouvernement prévoit une nouvelle attaques contre les retraites, avec baisse des pensions et allongement de la durée de cotisation jusqu'à 44 ans.

Pour faire avaler la pilule, il appelle à une « conférence sociale », fin juin, à laquelle toutes les centrales syndicales ont docilement répondu présentes. Mais le temps passé dans les salons à négocier des reculs est du temps perdu pour préparer la riposte d'envergure qu'une telle mesure appelle.

La méthode de la gauche, c'est des courbettes devant le patronat, du blabla à l'intention des syndicats et des tirs de canon contre les travailleurs. Voilà ce qu'ils appellent le dialogue social.

Il faut remplir les caisses de retraites ? C'est simple, imposons l'augmentation des salaires de 300 euros pour tous et l'interdiction des licenciements !